

L'EMPIRE DU CONFUSIONNISME

Note du PRé présentée par Dominique Lévêque

26-06-2021

En France, l'air du temps est plutôt à se payer de mots, sans toujours aborder les vrais problèmes ou la racine de ces problèmes. Ou alors est-ce une façon de préférer le déni à la réalité ?

Il est par exemple assez symptomatique de constater les réfutations des formations politiques, et singulièrement celles situées à gauches, sur le fait que le fond de l'air est ultra-conservateur, que les espaces publics (champ politique, médias, l'Internet et réseaux « sociaux ») en France - et dans d'autres pays - se sont extrême-droitisés depuis au moins 2007. Même si la société, sur le temps long, depuis quelques 30 ans, est plus tolérante, plus ouverte, ce qui invite à être prudent sur l'hypothèse d'une « droitisation de la société » elle-même. Mais en même temps, le fait est que cette société, depuis 2010, est plus crispée et plus en demande de sécurité, d'autorité, de traditions interroge. Tandis que le rapport aux « valeurs » est devenu plus ambivalent, un même individu pouvant présenter simultanément des dispositions à l'ouverture d'esprit et aux préjugés (comme l'a repéré le chercheur en science politique **Vincent Tiberj**, professeur des universités, chercheur au Centre Emile Durkheim et délégué recherche de Sciences Po Bordeaux).

Comment, dans ces conditions, ne pas réagir à l'urgence de trouver les voies et moyens d'une démocratie continue soucieuse d'améliorer les délibérations collectives en vue de préparer les meilleurs choix possibles ?

Dans les années 1970, quasiment toutes les grandes villes de France étaient à gauche, 61 % des villes de plus de 20 000 habitants sont aujourd'hui à droite, ainsi que 7 des 12 régions et plus de deux tiers des départements. Aux législatives de 2017, hors comptabilisation de LaREM, nouvel objet politique peu identifiable, les gauches et les écologistes n'ont fait que 28,3 % des voix, contre 35,8 % pour la droite et le FN. Comment ne pas voir par ailleurs que les Français sont profondément déçus que rien ne soit advenu depuis l'annonce en 2017 du dépassement du clivage droite-gauche ? Alors que cette annonce entrait pourtant en résonance avec la volonté des électeurs, depuis au moins 2010, d'en finir avec la bipolarisation vécue comme un carcan. La candidature Macron s'est imposée en 2017 parce qu'elle fut voulue par le peuple, qu'elle dépassait le vieux monde et les anciens appareils politiques. La rencontre « entre un homme et son peuple » a bien eu lieu, sans grand besoin de programme très précisé, car sa personnalité est apparue comme un programme en soi, sa jeunesse, son tempérament, sa modernité, sa promesse de réformes et d'une méthode de gouvernement renouvelée, ont fait le reste. Sauf qu'aujourd'hui, 4 ans plus tard et une crise sanitaire et économique en prime, l'action, aux yeux des Français, a peine à succéder aux paroles. Et pourtant, on ne peut pas dire que rien n'a été fait depuis la crise de la Covid.

Au contraire. La France sous l'impulsion d'Emmanuel Macron a connu son moment keynésien et mené une politique quasi « socialiste » aux yeux de nombre d'observateurs issus du monde anglo-saxon. Pour les seuls étudiants et jeunes par exemple, pas moins de 15 dispositifs ont ainsi été mis en place (allocation aux étudiants boursiers, aide financière d'urgence pour les jeunes demandeurs d'emploi, prime d'aide au logement pour les jeunes actifs, aide au repas pour les étudiants, « chèque psy » pour les étudiants en besoin, demande possible de révision du droit à la bourse, aides exceptionnelles pour inciter les entreprises à recruter des jeunes, conditions du dispositif de la « Garantie jeunes » assouplies, rémunération des jeunes demandeurs d'emploi revalorisée, revenu jeunes actifs en IDF, mesures pour faciliter le service civique, développement du mentorat avec le dispositif « 1 jeune, 1 solution », aides régionales

en complément des aides nationales, comme en Occitanie par ex.) pour les aider à traverser la crise.

Cela n'a pas empêché le confusionnisme de progresser à tous les étages, pas seulement la confusion lexicale, cependant que nous assistons à la poursuite de l'affaiblissement de la gauche traditionnelle, à l'extrême-droitisation du champ politique, à l'incapacité de la gauche « radicale » à y répondre, à l'effacement de la droite classique et à une majorité présidentielle qui peine à définir une ligne et à développer une vision, donnant le sentiment par moments de vouloir s'en remettre, faute d'avoir adopté une boussole, à un technocratisme qui risque de contrarier, voire d'écraser la demande d'une écoute démocratique et à normaliser indirectement davantage, en le légitimant, le RN qui s'en fera les gorges chaudes. On pourrait ajouter incidemment, au lieu de se contenter de hausser les épaules, qu'il est également temps de saisir, alors que le moment de la campagne de la Présidentielle de 2022 arrive à grands pas, qu'un vent d'inquiétude diffus, souffle sur le pays. L'effacement du clivage droite/gauche n'a fait qu'accélérer le phénomène, provoquant un mouvement de grande confusion jusque chez les intellectuels.

Au commencement était Sarkozy

L'ère du confusionnisme est sinon apparue du moins s'est exacerbée avec le sarkozisme comme si ce dernier avait infusé depuis dans les têtes et les comportements. Souvenons-nous, Nicolas Sarkozy, comme ministre de l'Intérieur puis président de la République, a fait plus fort et plus vite d'une certaine manière que le FN lui-même, "softpowerisant", triangulant à tout va, empruntant à la fois au bestiaire et aux icônes de l'extrême droite et de la gauche. Pour rester au centre de tout en hystérisant le débat politique et en faisant tout disjoncter. **Le sarkozisme a constitué en définitive « le moment dérégleur »** (cf. le sociologue et politiste Philippe Corcuff in *La Grande confusion - Comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées ?*, mars 2021) **de notre vie politique et des idées** : il a rapatrié de manière soft des thèmes d'extrême-droite à droite et, dans une concurrence acharnée avec le FN, il a ensuite contribué à légitimer le tryptique « islam – insécurité – immigration », à le loger au cœur du débat public. Pas seulement : il a piraté des référents de gauche : Jaurès, Gramsci, la lettre de Guy Môquet, etc. Il a débauché des ministres venant de la gauche ; et c'est d'ailleurs un ancien dirigeant socialiste, Éric Besson, à qui est attribué le ministère le plus idéologiquement piégé et piègeux, celui de « l'Identité nationale ». Le sarkozisme a inauguré un nouveau système, qui ne concerne pas toutes les confusions - notamment intellectuelles - mais celles dont l'objet ou les effets concernèrent l'abolition du clivage droite/gauche qui structurait les idées morales et politiques quasiment depuis la fin du XVIII^e siècle. En même temps s'est affaibli l'un des piliers intellectuels de la gauche traditionnelle : le lien entre la critique sociale (des inégalités, des injustices et des dominations) et l'émancipation. Ce brouillage des repères donne lieu à des bricolages, des bidouillages et des « hybridations d'idées » qui tendent à remplacer le clivage obsolète par des thèmes portés aussi bien par la droite extrême, la droite, la gauche classique, « modérée » et la gauche dite « radicale ».

Le contexte actuel est marqué par une montée de l'idéologie ultra-conservatrice. Le sociologue et politiste **Philippe Corcuff** analyse notamment l'influence d'**Alain de Benoist**, penseur de la « nouvelle droite » dans les années 1970, qui opère le passage d'un racisme biologisant à l'essentialisme culturel qui conduit à la phobie du mélange. On retrouve aujourd'hui ce thème aussi bien dans les revendications de minorités actives soutenues par la gauche « radicale » que dans un certain identitarisme « républicain ». Ces dernières années, la gauche de gouvernement, la gauche « modérée », et singulièrement le PS, s'est liquéfiée, toujours aussi désœuvrée, comme interdite devant le processus de décomposition idéologique et de recomposition politique en cours, réalisant trop tardivement qu'il eût fallu qu'elle se remit

peut-être au travail après 2002. Moyennant quoi, elle se retrouve 20 ans après sans doctrine claire, sans visée, sans vision de l'avenir, sans projet politique, juste avec quelques propositions éparses, et sans incarnation. Et, depuis 2017, elle ne s'est toujours pas remise au travail comme si elle avait déjà acté l'état de « mort cérébrale » du PS d'Epinay.

Décomposition-recomposition du paysage politique

La décomposition idéologique à l'œuvre depuis 2008 semble avoir atteint son summum lors de la campagne de la Présidentielle 2017, mais la recomposition politique est toujours en cours et est loin d'être terminée. Pas grand-chose de lisible n'est venu se substituer à l'ancien clivage droite-gauche qui avait au moins une vertu, celle de faciliter le repérage et un certain décryptage de l'offre politique. Pas grand-chose, si ce n'est une cartographie politique illisible pour le commun des électeurs, brouillée qui plus est par une tendance ces dernières années à une sorte de « mercato » des hommes politiques, en tous les cas, un certain nomadisme politique, à des changements incessants d'étiquette, de noms des formations, qui n'améliorent pas la compréhension par les Français des positions des uns et des autres. Encore moins des enjeux. Pas grand-chose, si ce n'est un populisme diffus qui infuse partout dans le monde, et en France, au-delà des populismes idéologiques revendiqués aussi bien par LFI que par le RN, qui ne cachent pas leur volonté de complaire à l'idée qu'ils se font des opinions des catégories populaires, en construisant un nouveau clivage opposant le peuple à l'élite, aux « nantis », aux possédants, aux acteurs patentés du système politique en place. Une posture commune médiatique antisystème, anti-médias. Une pareille rhétorique violente. Avec en toile de fond, un objectif : créer un lien direct avec le peuple ; changer ce dernier si nécessaire, à défaut en créer un nouveau ; mener une bataille culturelle en vue d'acquiescer une position idéologique hégémonique.

Quelle est la situation politique ?

Pendant longtemps, la géographie politique de la France s'est résumée à une « tripartition » entre la gauche, la droite et l'extrême droite, constituant un des fondements de l'ordre électoral en place en France depuis 1984 (élections européennes), s'illustrant dans une triple dimension idéologique, électorale et partisane, et se traduisant par une fracture entre la droite modérée et l'extrême droite. Nicolas Sarkozy a cassé cet ordre électoral en 2007 en mettant en place une stratégie de conquête de l'électorat du FN de Jean-Marie Le Pen, le cannibalisant au plan de ses idées et thématiques (immigration, identité nationale et insécurité), provoquant un effondrement de ce dernier et le surgissement d'un bloc électoral conservateur ethnocentriste. L'élection présidentielle de 2012 a confirmé la dynamique, non plus seulement de porosité électorale entre l'UMP et le FN, mais d'attractivité électorale au profit de l'UMP, remettant ainsi en cause la tripartition des années 80.

Depuis le choc provoqué par la présidentielle de 2017 et l'éclatement du clivage droite/gauche, une tripartition nouvelle semble se dessiner entre trois blocs : un bloc dit « progressiste », autour de La République en Marche, un bloc dit « national », autour du Rassemblement national, et un bloc dit « populaire », autour de La France Insoumise. Des « blocs », non pas au sens parlementaire (du moins pas encore), pas encore au plan politique, mais au sens idéologique. Chaque formation espérant les faire advenir dans la réalité politique. LaREM peinant pour l'instant à y mettre un contenu solide, à se forger une doctrine. RN et LFI semblent de leur côté farfouiller dans la même boîte à outils gramscienne pour utiliser à leur profit le concept culturel, puissant, au plan théorique de « Bloc historique ». Il n'est pas douteux que chez l'un comme chez l'autre, une volonté politique existe (encore reste-il à l'organiser), ainsi qu'une idéologie unificatrice. Mélenchon ne fait pas qu'évoquer la figure de Gramsci comme beaucoup de personnalités politiques de tous bords (à l'exception notable du

PCF qui a toujours eu un rapport plutôt distant avec le philosophe marxiste italien) après le "non" français au référendum sur le traité constitutionnel européen, où bien à la suite de Sarkozy qui avait détonné en citant l'intellectuel italien dans l'un de ses discours de campagne pour la présidentielle de 2007 (« *Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là* ») : il entend "potentialiser" politiquement la théorie du "bloc historique". Comme celle de "l'hégémonie culturelle" de Gramsci dans la conquête du pouvoir : pour l'emporter dans les urnes, il faut d'abord avoir gagné la bataille des idées.

Mais sur quelle base sociale ? Constituée par quelles classes sociales ? Et guidée par quelle fraction ?

Le paysage politique reste chamboulé et le phénomène de décomposition / recomposition idéologique toujours pas achevé, qui pourrait permettre une recomposition politique, au point que les observateurs caractérisent le paysage de « gazeux ». Certes, la Covid-19 a largement congelé la situation depuis 2017. Les oppositions restent largement interdites, ne sachant pas quoi faire ou quoi dire, et celles de gauche particulièrement malhabiles. Ce qui est sûr, c'est que ni les gauches, ni la droite ne sont parvenues, pas seulement à se remettre de leur cuisante défaite en 2017, mais à se reconstituer, tant la Bérézina fut sévère pour le PS et les LR, et décevante pour les autres, laissant des « morts » de tous côtés sur le champ de la bataille politique. Il n'est même pas donné qu'ils puissent espérer un tant soit peu rebondir en 2022, car pour rebondir, encore faut-il avoir complètement touché le fond...

En 30 ans, les gauches auront perdu le vote ouvrier au profit de l'extrême droite.

Au point que plus de 4 ouvriers (dont le nombre est passé de 6,9 millions, soit 30% de l'emploi total, en 1982, à 5,3 millions (20%) en 2019) sur 10 votent Le Pen.

Les gauches traditionnelles (PS et PCF) souffrent d'un paradoxe : elles comptent encore des militants (43 000 revendiqués pour le PCF, 40 000 pour le PS), disposent d'une implantation locale, d'un réseau d'associations, mais semblent être condamnées à rester dans les limbes lors de l'élection de la Présidentielle. Affaire de positionnement ? Certains cherchent leur base sociale quand d'autres cherchent à l'élargir. Le PS semble se croire obligé de se déporter à gauche, LFI se tâtant sur la question de savoir si elle doit en faire moins dans la radicalité dans la perspective de 2022, et EELV essayant de mettre les bouchées doubles en tentant de combler son retard quant à son manque de sensibilité sur les questions régaliennes et sur la question sociale (qui s'est longtemps réduite chez elle aux minima sociaux). On l'a vu lors du mouvement contre la réforme des retraites, fin 2019 : toutes les gauches étaient présentes, allant même jusqu'à faire un meeting commun. De même, les traités européens font l'objet d'une mobilisation assez inédite chez les socialistes et dans une moindre mesure chez les écologistes quand de leur côté les Insoumis mettent en veilleuse l'éventualité d'une sortie de l'Union européenne.

L'involution de la gauche

L'effondrement de la gauche qui se poursuit inexorablement révèle une impasse stratégique. Au congrès d'Epinais du PS (1971), congrès d'unité des socialistes, l'objectif déclaré était la **transformation sociale**. Et aujourd'hui ?

L'ancien moteur, jadis, de la gauche, le PS, qui avait su capter le slogan « *Changer la vie* » formulé dans l'après Mai 68 pour en faire son mot d'ordre, est en « état de mort cérébrale » depuis 2017 après s'être coupé progressivement de toutes les forces qui le faisaient vivre : les intellectuels, le mouvement social, les classes populaires et moyennes qui votent massivement pour le RN depuis des années. En réalité, le glissement de la gauche sociale à la « gauche morale » et culturelle dans les années 80, le poids des facteurs extérieurs (l'arrivée de Thatcher et de Reagan au pouvoir, et avec eux le libéralisme économique imprimant sa

marque dans le monde, le « *There is no alternative* » de Thatcher, au moment où le PS prend le pouvoir en France) avaient déjà provoqué un renversement des marqueurs identitaires de la gauche et du PS en tout premier lieu qui va devoir se trouver des substituts. Le PS chemin faisant fait le choix de s'adapter au nouveau monde d'Outre-Manche et d'Outre Atlantique. En 2008, sortant de plusieurs mois de divisions internes et d'une ambiance cataclysmique suite au séisme déclenché par la question du Traité constitutionnel européen, Il troque formellement l'idée de révolution contre celui de réforme à l'occasion de la réécriture de sa « Déclaration de principes » (la dernière mouture datant de 1990, après celles de 1969, 1946 et 1905) pour être plus en cohérence avec ce qu'il est devenu, faisant en quelque sorte au plan théorique son Bad Godesberg, 49 ans après les socialistes du SPD allemand.

Dans un compromis interne qu'il veut dynamique, il assigne dans ses « objectifs pour le XXIème siècle » le fait que « *les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché* » et, s'il prend le soin de préciser « *une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale...* », il restera surtout la conversion du PS à « l'économie sociale de marché » qu'avait déjà introduite Lionel Jospin quelques années avant, alors qu'il était premier ministre, en naturalisant et en fatalisant le dogme de « l'économie de marché », en reconnaissant la régulation principale de l'économie par le marché. Une révolution cognitive au sein du PS. Il admet qu'une transformation en profondeur de la société n'est pas – plus – possible.

Le PS a été plus loin encore : il a abandonné officiellement les catégories populaires (suivant en cela des recommandations de la fondation Terra Nova émises en 2011 pour accrocher les classes moyennes, ciblant électoralement les urbains, également les minorités et les immigrés réputés être plus en adéquation avec ce que sa base sociale était devenue). Non seulement cela, mais il a donné le sentiment de ne plus s'intéresser à la question sociale et de dénier la « valeur travail », ce qui fut perçu comme incompréhensible par les ouvriers, les employés, les agents de maîtrise, les techniciens, les intérimaires, les précaires, salariés ou indépendants, pour lesquels c'est constitutif de leur existence individuelle, ça participe de leur fierté, ça génère de la reconnaissance par les autres et crée une solidarité entre individus. De sorte que ces catégories, devant l'abandon latent du PS à leur endroit, semblent devoir se vouer à l'extrême droite ou à l'abstention. Pendant le quinquennat Hollande, la politique sociale, globalement libérale du gouvernement, en déphasage avec la culture politique historique du PS, a accéléré la désagrégation des classes moyennes. Hollande, le roi de la synthèse au PS, n'a jamais réussi à imposer sa ligne politique durant son mandat à l'Elysée et s'est retrouvé confronté à des « frondeurs ».

En vérité, de ligne politique véritable, le PS n'en a plus depuis François Mitterrand.

Des adhérents totalement tourneboulés désertent sur la pointe des pieds, une hémorragie historique des militants qui se creuse depuis 2007 et une totale absence de propositions neuves, de décisions et de débats d'idées finissant de rebuter les éventuels candidats au chemin de croix. Les autres restent, par fidélité sentimentale, par patriotisme de parti, mais se demandent à quoi ils servent et où se trouve la gauche de transformation. Non seulement cela, mais le PS n'est même plus une machine électorale pour gagner les Présidentielles et est à la peine au niveau des élections locales, telles les municipales, et plus encore au plan des élections européennes.

Avec EELV, le PS a surtout donné l'impression ces 5 dernières années de s'ingénier à ne rien devoir faire ensemble. Et réciproquement. Alors même qu'ils partagent la même conviction – et ne cessent de le répéter sur toutes les ondes et toutes les colonnes à la une – que la transition écologique est indissociable d'une transition sociale, alors même qu'ils ont grosso modo la même base sociale, le même électorat urbain, alors même qu'ils ont déjà gouverné ensemble (gouvernements Jospin et Ayrault) et peuvent afficher une expérience

plutôt réussie de gestion commune des collectivités locales. Mais non. Aucune esquisse de projet commun au plan national. Les résultats des municipales et des régionales qui ont révélé une demande d'union des gauches et des écologistes auraient pu les inciter à faire un pas l'un ensemble. Mais non. Il est vrai aussi que l'appareil d'EELV est attaché historiquement à sa ligne politique, celle de l'autonomie, notamment lors des législatives.

Le PS est toujours nu idéologiquement, sans doctrine, sans projet distinctif, sans incarnation, et n'a produit aucun travail depuis 5 ans, se contentant de dire de temps à autre qu'il faut « réinventer la social-démocratie », comme si le concept disait quelque chose aux Français, comme s'il avait existé un jour en France (sic !) Comme si la culture du compromis et l'idée de cogestion avait jamais eu le vent en poupe ce côté-ci de la Ruhr !

Ce qui est symptomatique, c'est que ce déficit de travail idéologique et politique ne date en réalité pas d'hier mais de 2002, de l'époque où François Hollande était le 1^{er} Secrétaire du PS. Le PS se contentant alors de se reposer sur ses lauriers, après avoir remporté toutes les élections intermédiaires. Le PS paie aujourd'hui au prix fort le fait de s'être laissé vivre.

Un vrai gâchis.

Le PS est devenu « ectoplasmique », selon les observateurs, un peu à l'image - si l'on était cruel - de son 1^{er} Secrétaire (depuis avril 2018) qui semble avoir définitivement déposé les armes de la réflexion, les armes de la critique, de l'autocritique, les armes tout court. Et dire qu'il fut une époque pas si lointaine où le PS avait tous les pouvoirs, gagnant en 2012 la Présidentielle, contrôlant l'Assemblée, le Sénat et toutes les régions (sauf l'Alsace), et dirigeant 25 villes de plus de 100.000 habitants.

L'ancien secrétaire général du groupe PS à l'Assemblée, devenu président de groupe en décembre 2016, Olivier Faure, depuis son entrée en fonction, n'a su qu'appeler dans le désert à développer la "dimension écologique" de son parti, voyant bien que ce dernier était guetté par un gros risque d' "l'effacement" et d' "isolement" face notamment aux Verts qui avaient le vent en poupe depuis les Européennes. Plus que cela : le risque d'être rayé de la carte tout court, pris par ailleurs en étau entre *la République en Marche* et *la France Insoumise*.

Le PS, sous la houlette de son prédécesseur Jean-Christophe Cambadélis, qui analysait en 2015 que « *le parti d'Epinay est mort* » ; avait pourtant entrepris une (timide) révision doctrinale, à la fois révolutionnaire, en regard de l'histoire de ce parti, et assez ordinaire, compte tenu de l'air et de la nécessité du temps, tenant en deux mots : social & écologie. Il a tenté alors de « *hisser l'écologie au niveau de la question sociale* ». Ce qui se voulait une « révolution » dans la tête du patron du PS pour que son parti arrive « *à se dépasser, à se renouveler et à rassembler* » s'est finalement résumé par le fait d'accoler (chichement) une bannière sous le nom PS : « Social-écologie ». Cette révision n'a pas été au-delà, et son audace (somme toute relative) ne fut pas franchement récompensée, car largement incomprise ou rejetée sur le terrain. Avortée, elle a fini par faire capoter *la Belle Alliance populaire* (BAP), laquelle échoua lors de la Présidentielle, une initiative stratégique de bon aloi du même Cambadélis qui voulait élargir la gauche par le dépassement du PS. Depuis, le nouveau logotype n'apparaît même plus sur le site officiel du PS (apparemment mis au régime sec), sauf de manière intermittente sur des affiches à la faveur de consultations électorales... Le PS paye au prix lourd ses incohérences internes depuis le milieu des années 90, aggravées par un défaut de travail idéologique après 2002. Les piliers de la gauche - l'horizon du progrès, la mission historique de la classe ouvrière, l'appropriation collective des moyens de production et la vision rousseauiste de l'homme - se sont désintégrés. Certains n'étaient certes plus vraiment de saison. Elle s'est alors largement rabattue sur ce que l'on pourrait appeler le "gauchisme culturel", devenu un facteur central d'identité se substituant quasiment à la question sociale. Le fait le plus notable, c'est qu'il n'a pas été capable de se régénérer à l'aune des enjeux écologiques et subit aujourd'hui le sort qu'a connu le Parti radical après la Seconde Guerre mondiale. Peut-être en pire. Sans compter que comme tous les partis traditionnels, il a fini par se faire broyer par la Ve République.

Le 3 juin 2020, le premier secrétaire du PS demande de manière hasardeuse la désignation d'un candidat «*commun pour l'ensemble de la gauche et des écologistes*», mais sans LFI. Un « bloc » que de toutes façons Mélenchon réfutait. Sans plus demander à discuter ligne politique et travailler réellement à une plate-forme commune de propositions. Une « opération » est par la suite montée qui vise à former un bloc PS-EELV en y ajoutant sans doute Génération-s. Une tribune de 150 personnalités, intitulée « Construisons l'avenir » suivra (mai 2020), pilotée par l'ancien député PS Christian Paul et le journaliste économiste Guillaume Duval, donne le coup d'envoi à ce projet. Un « grand évènement » est proposé : « *Pour être à ce rendez-vous de notre Histoire, nous proposons qu'un grand événement, une convention du monde commun, réunisse dans les prochains mois toutes les énergies disponibles, les citoyennes et citoyens épris de profonds changements, les formations politiques, les forces associatives, les initiatives que portent syndicats et ONG* ». Mésestimant cependant quelques difficultés et notamment celle-ci : la ligne traditionnelle chez les écolos est celle de l'autonomie. Cependant que la social-démocratie en Europe est plutôt sur une pente descendante. Et accessoirement sans mesurer combien les quelques militants de Génération-s. ne seront guère enthousiastes de frayer avec ce qui était il n'y pas si longtemps encore leur ancienne maison (le PS).

La « stratégie » du dirigeant socialiste semble en tout état de cause avoir du plomb dans l'aile et a toutes les chances au final de se révéler non seulement paresseuse, mais aussi terriblement périlleuse pour ce qui reste du PS lui-même en voie d'extinction ou de "PRGisation" dans le meilleur des cas. Mais peut-on espérer autre chose de la part du 1er secrétaire du PS qui finira de toutes les façons par faire le Jacques derrière le leader de la FI ? Il est vrai aussi, à sa décharge, qu'il doit faire, avec une trésorerie qui ne semble pas devoir supporter une nouvelle campagne pour les législatives qui suivra celle de la présidentielle. Aujourd'hui, le PS, au centre du séisme des gauches qui ont mal mesuré la déflagration causée par le choc de la défaite cinglante de 2017, a plus que perdu sa position hégémonique acquise depuis mai 1981 : il a perdu son réalisme politique, il est devenu non plus impuissant, mais inexistant. C'est aussi une affaire d'espace politique : celui du PS semble nul entre La République en marche, Europe-Écologie Les Verts et La France insoumise.

Tandis que du côté de la gauche dite « radicale », on s'est surtout repus de critiques contre le « néolibéralisme » de la politique économique du sarkozysme puis du hollandisme, puis du « macronisme », façon comptoir, non sans se laisser aller parfois à des concessions émotionnelles xénophobes et antisémites, mais on n'a pas pris la mesure des dérèglements idéologiques qui étaient engagés. Car le « fil sarkozysme » va être associé à ce moment-là, pour des raisons aléatoires, à d'autres fils comme la crise de la gauche (au point que l'on parle dorénavant « des gauches »), un renouveau idéologique ultraconservateur (incarné notamment par Alain Soral et Éric Zemmour) ou encore l'arrivée de Marine Le Pen en 2011 à la tête du FN et sa politique de *dédiabolisation* de l'extrême droite. Dans la gauche radicale, on était si gonflé par sa propre importance et engaillardit par l'orgueil du chef, que l'idée que quelque chose de primordial pût se passer chez ses adversaires ne lui a même pas effleuré l'esprit. On a fêté par exemple le « Non » au Traité constitutionnel européen en 2005 comme une victoire de la gauche radicale. Mais on a grandement minimisé la part d'extrême droite dans la victoire du « Non ».

Sans compter que la critique (nécessaire) du néolibéralisme économique se présente trop souvent comme un rétrécissement de la pensée critique dans de larges secteurs de la gauche radicale. Comme le remarque très justement Philippe Corcuff, « ***Une quasi-théologie politique d'un Mal principal et unificateur nommé « néolibéralisme » a fini par affecter des secteurs importants de la gauche radicale intellectuelle, associative, syndicale et politique, n'aidant guère à appréhender une pluralité de maux n'ayant au plus que des intersections et des interactions entre eux.*** »

De sorte que les gauches donnent le sentiment d'être démunies, d'avoir perdu leur boussole et d'être sans cartographie.

Cela a de quoi changer la donne et amener les abstentionnistes, professionnels ou amateurs sincères, révolutionnaires ou pas, à faire un pas de côté, à bifurquer pour sortir de leur positionnement, afin d'inviter au débat stratégique, loin des postures individuelles et identitaristes, non ?

S'obstiner dans la litanie bonnet blanc / blanc bonnet, l'instiller dans la tête des Français dans le moment actuel, s'enfermer dans ce que l'on croit être la pureté de sa ligne politique ou de son âme d'électeur, relève à notre sens du « crétinisme abstentionniste », pour reprendre une expression de l'anarchiste italien Camillo Berneri (1897-1937). De ce point de vue, le dogme abstentionniste dont le parfum flotte sur les « réseaux sociaux » ne vaut à l'évidence pas mieux que le dogme électoraliste qu'il est censé combattre, empêchant surtout de penser en termes stratégiques, d'identifier les dangers supérieurs et de juger ce qui est le mieux pour la population.

Comment, dans ces conditions, ne pas redire que les racines du RN en font l'un des pires ennemis de notre République ? Comment ne pas dire que ses slogans sociaux ne doivent pas faire illusion ? Comment ne pas comprendre que son score doit être le plus bas possible ? Parce que chaque point en plus, ce sera de la confiance supplémentaire qui sera vécue comme un encouragement à des violences et des agressions déjà à l'œuvre. Et un risque supplémentaire de voir débouler le RN à l'Élysée ou à Matignon. La question est désespérément simple : peut-on vraiment se risquer à « essayer » quelque chose qui a gardé clairement des fondamentaux de l'extrême-droite du siècle dernier (droit du sol, préférence nationale, thèses différentialistes, phobie ou haine de l'étranger...), qui a à voir avec un fascisme ? Et en attendant, peut-on faire comme si de rien n'était ou se contenter de brandir en fin de semaine l'étendard de « *l'antifascisme commémoratif* » ou de l'antiracisme, de pratiquer paresseusement l'anathème au lieu de l'étudier, d'examiner son évolution, voir ses métamorphoses ?

Au lieu de cela, LFI demande aux électeurs de faire confiance au « virilisme stratégique » de Mélenchon. On les prie d'accorder leur soutien à un homme, ancien socialiste, qui incarne la professionnalisation de l'engagement politique comme pas un, qui a majoritairement pris appui non pas sur le suffrage des électeurs, un fief local, comme le commun des mandataires politiques, mais sur l'intégration d'appareils politiques et de cabinets ministériels, la culture de réseaux, qui propulsent les carrières. On les invite à l'aider à réaliser son désir d'aller au-delà de son rôle de tribun de la plèbe qu'il a longtemps incarné en lieu et place du PC pour devenir proconsul du pays. Nul doute qu'il y soit à son aise.

Pouvons-nous cependant prendre cette responsabilité importante pour l'avenir en prenant le risque de voir LFI consolider les jeux dynamiques du confusionnisme et de l'extrême droitisation, à un moment où nous sommes vraiment au bord du précipice politique pour la première fois sous la Ve République ?

On ne va pas discuter ici du nettement mieux des propositions de Mélenchon sur le registre social et écologique par rapport à celles de le Pen, ou de leur mieux disant en termes de méthode par rapport aux propositions du reste des gauches, ou à ce qui s'est fait pour l'heure sous le quinquennat actuel. Comme on ne va pas davantage relever sa position de bon sens, que l'on avait apprécié à l'époque, quand il avait exprimé en mai 2015 son désaccord avec le gouvernement sur la réforme du collège (celle portée par Najat Vallaud-Belkacem), très idéologique, en particulier sur la question du latin (« *Parce qu'on a supprimé le latin, on a augmenté l'égalité ?* », s'interrogeait-il au Grand jury RTL), car ce n'est pas vraiment le sujet ici. Mais on pourrait évoquer une autre facette, le « Mélenchon trumpisé », l'ambiguïté de ses réactions face à la victoire de Trump aux États-Unis, de ses usages inconsidérés du mot « peuple », des tuyaux rhétoriques confusionnistes sciemment utilisés, tels « *La victoire du peuple contre les élites* » et « *les ennemis des médias sont (presque) mes amis* ». Mélenchon a

cru avoir trouvé le Graal stratégique avec le « populisme de gauche », emprunté et théorisé par la philosophe politiste belge **Chantal Mouffe** (enseignant à l'université de Westminster à Londres) et **Ernesto Laclau**, un philosophe argentin (décédé en 2014) qui fut son compagnon. L'idée est simple : abandonner les vieux schémas rouillés et les oripeaux de la gauche traditionnelle (défense des intérêts des salariés, organisations partidaires, etc.) pour faire place à des logiques politiques jugées plus efficaces et plus souples (opposition du « peuple » et de la « caste », abandon de la notion de « gauche », plates-formes numériques, etc.). En clair : construire une frontière entre un « *nous du peuple* » et un « *eux de l'oligarchie* » et dépasser un « *clivage droite-gauche* » considéré comme obsolète.

LFI en vient à considérer, à la suite de Mouffe, que la seule approche qui vaille est une approche relativiste : il n'y a pas d'intérêt général, il faut donc remiser sa notion.

Forts du score de Jean-Luc Mélenchon en 2017 (19 % des voix) et de leur groupe de dix-sept députés à l'Assemblée nationale, les Insoumis estimaient être la « *principale force d'opposition* » à Emmanuel Macron. Mais les changements stratégiques de Mélenchon, son mouvementisme exacerbé (soutien et raccrochage aux « gilets jaunes », convergences avec toutes les nouvelles « avant-gardes » comme « l'antiracisme » politique *new Age* incarné entre autres par le comité *La vérité pour Adama*, etc.), sa difficulté à maîtriser ses émotions ont déconcerté une partie de son électorat.

On lui reproche d'être atteint par le syndrome Boulanger du nom d'un général de la république qui, il y a un peu plus de 130 ans, multipliait les candidatures, que ce soit aux législatives, où il fut élu simultanément dans plusieurs circonscriptions, ou aux cantonales où il se présenta aux mêmes élections dans 400 cantons. Ses partisans se présentaient dans le reste des circonscriptions ou cantons, arborant fièrement son nom en seul viatique, avec comme slogan « Dissolution, révision, constituante ». Se transformant en général à la bolivienne, après avoir endossé les habits de « général Revanche » face à l'Allemagne, mais aussi contre les Versaillais, il menace de renverser la république.

Une chose est sûre : comme pour le Général Boulanger, l'aventure pourrait mal finir.

Lors des élections européennes de 2019, LFI n'a obtenu que 6,3 % des voix. Et lors de municipales, LFI a surtout réussi à faire battre les gauches qui n'étaient pas elle : ainsi, à Bron (69) par exemple, LFI a refusé d'appeler à voter pour la liste Union des gauches (PS/PC/EELV) arrivée en tête avec 42%, de sorte que la mairie a basculé à droite, tendance Wauquiez, pour 193 voix.

Il y a aussi son style : qui n'a pas gardé en mémoire les images vidéo de Mélenchon vociférant « *La République, c'est moi* » lors de perquisitions, en octobre 2018 ? Ou plus récemment, en juin de cette année 2021, ce sont ses propos sur les attentats « *écrits d'avance* » qui auraient lieu avant chaque élection présidentielle, sur ces tueries commises avant les élections qui ont pour principale fonction de « *montrer du doigt les musulmans et d'inventer une guerre civile* » qui ont semé plus que le trouble. « *Vous verrez, a-t-il renchéri, que dans la dernière semaine de la campagne présidentielle, nous aurons un grave incident ou un meurtre, commente le leader des Insoumis. Ça a été Merah en 2012, ça a été l'attentat sur les Champs-Élysées en 2017, c'était la dernière semaine. Avant, on a eu Papy Voise, dont plus personne n'a jamais entendu parler après. Tout ça, c'est écrit d'avance ! Nous aurons le petit personnage sorti du chapeau, nous aurons l'événement gravissime qui va une fois de plus permettre de montrer du doigt les musulmans et d'inventer une guerre civile.* ». Sans que l'on sache vraiment si ça relevait d'un débordement d'humeur mal maîtrisé, d'une sortie polémique réfléchie ou d'un pur coup de tactique politicienne qui s'inscrirait dans une stratégie électorale aux accents communautaristes. Alimentant au total le confusionnisme.

Il y a aussi que ses façons de faire sont loin de faire l'unanimité, son autoritarisme qui a explosé dans diverses séquences publiques, apparaît plus chronique que la tendance au « bonapartisme technocratique » de Macron ou pas loin d'être aussi symptomatique que le «

verticalisme anti-démocratique » de Le Pen. Et que dire de sa vision de l'Europe et plus généralement des relations internationales ?

Il arrive parfois au PRé de faire ce « *rêve* » étrange et pénétrant : à la faveur des échéances de 2022, un curieux attelage se constitue, avec Le Pen à l'Élysée et Mélenchon à Matignon, la France coincée entre le nostalgisme du RN et le présentisme de LFI, les deux se revendiquant (de leur point de vue positivement) du populisme...

Ou alors Mélenchon en roi du « troisième tour » ?! Nul doute que Mélenchon ait le talent et la passion politique chevillée au corps. Mais comment ne pas voir que cela donnerait des forces supplémentaires aux dérèglements confusionnistes de ce qui reste de la gauche, qu'il a incarnés de manière réitérée, comme le documente notamment *La grande confusion* de Philippe Corcuff, en le mettant encore davantage au centre de l'avenir des gauches et en contrecarrant d'autant les possibilités de réinvention sinon d'une gauche, qui a oublié que le socialisme de Jaurès reposait sur trois piliers (parlementaire, syndical et coopératif), du moins d'un mouvement de progrès et d'émancipation ? C'est que le projet de LFI reste largement une impasse idéologique et plus encore politique. Et ce ne sont pas les rodomontades répétées de Mélenchon qui, si elles ont pu plaire au début, aideront LFI à lutter contre l'abstention et gagner les milieux populaires. Pas davantage ses saillies confusionnistes le faisant verser de temps à autre dans un populisme xénophobe et europhobe (ses propos sur les travailleurs dits détachés qui « volent le pain » des Français ; sa détestation de l'Allemagne, pour le moins sa germanophobie qui émaille ses livres ; ses figures de rhétorique, ses tropi aux accents anti-sémites qui jonchent certains de ses propos, sa position très complaisamment « complotiste » au sujet du vaccin contre la Covid...). Sa nouvelle complaisance vis-à-vis des discours gauchistes est tout aussi étonnante si l'on se souvient que sa culture politique de base, celle de l'OCI (Organisation communiste internationaliste, mouvement trotskiste français fondé en 1965), attaché au mouvement ouvrier à l'ancienne et à la pureté révolutionnaire, tient en sainte horreur le gauchisme !

On est loin de la figure d'un Jaurès ou d'un Mitterrand auquel il aime se référer.

En attendant, Mélenchon, parfaite incarnation de la professionnalisation de la politique, ne recule devant rien : il remet au goût du jour le « centralisme démocratique » du PCF, époque Marchais (avec lequel le PCF a fini par rompre en 1994), au sein du fonctionnement de la FI après l'avoir fait avec le *Front de gauche*. Il est tout à son obsession de marquer l'Histoire en collant à l'imagerie révolutionnaire. Après avoir opté en 2012 pour « *le bruit et la fureur* » afin de mettre toutes les chances de son côté pour se distinguer, hisser son mouvement hors du lot, en 2017, il est tout à son idée de cliver à tous prix, y compris en prenant le risque de la confusion, en adoptant une ligne populiste.

Chemin faisant, il est en train de réussir son objectif (totalement assumé), de finir de « plumer la volaille socialiste » - comme disaient les communistes dans les années 20 - « tuer » en définitive le PS (et Hollande, par la même occasion, son obsession depuis 2012), et enrégimenter dans un second temps les militants encore debouts. Egalement, plus globalement d'écraser toute concurrence à gauches et d'aimer une partie de l'électorat lepéniste, celle-là même qu'il aime appeler depuis 2012 « *les fâchés pas fachos* », en espérant dans le même temps détourner du vote écolo une portion de l'électorat des Verts. Il reste que cela ne suffira vraisemblablement pas à remporter la timbale en 2022 : LFI aura à un moment donné besoin de pêcher dans l'électorat modéré, qui se trouve en bonne partie chez les électeurs socialistes. Sans parler des abstentionnistes.

Si son objectif est bien la présidentielle et/ou les législatives, il va devoir faire évoluer sa stratégie, d'autant plus qu'il va lui falloir trouver le moyen de compenser la faiblesse de l'implantation territoriale de LFI, après avoir été presque absente lors du scrutin des municipales de 2020 et avoir joué les seconds rôles lors des scrutins régionaux et départementaux de 2021, laissant de facto le champ libre aux écologistes d'EELV pour se structurer en milieu urbain en remportant les suffrages dans des grandes villes, et aux

socialistes, l'opportunité de survivre en conservant ses régions. **D'une certaine manière, il va devoir aussi tourner la page du présentisme de LFI, qui tactiquement lui aura été sans doute profitable, mais qui constitue aujourd'hui comme un enfermement dans un présent tendant à couper les liens tant avec le lest du passé (dont il veut « faire table rase ») qu'avec l'ouverture de l'avenir. Jean-Luc Mélenchon saura-t-il troquer sa posture d'imprécateur contre celle de rassembleur ?** Il a déjà commencé à rassembler, des liens, et sans doute un peu plus, sont en train d'être noués, sans bruits, avec le parti ouvrier indépendant (POI), héritier de l'OCI, la formation trotskiste lambertiste (du nom de son dirigeant historique, Pierre Boussel, alias Lambert) qui fut son organisation de jeunesse étudiante militante. Après tout, s'il y a une leçon à retenir en politique, c'est qu'il suffit d'un petit groupe bien organisé pour prendre le pouvoir...

Côté écologistes politiques d'EELV, les plus à mêmes sur le papier à faire de l'écologie leur matrice politique, puisque c'est finalement leur objet social, ils ont certes grandement popularisé la thématique environnementale depuis les années 70, quand ils étaient associés à la gauche alternative, mais ont surtout brillé depuis 2012 par leurs difficultés à la faire vivre politiquement au plan national. Ils se sont montrés Incapables d'intégrer un tant soit peu une culture de gouvernement, à l'instar de leurs collègues allemands et des pays du Nord qui ont adopté depuis belle lurette une ligne « réalo ». Comme s'ils étaient frappés d'une incapacité quasi existentielle à se frotter au réel. Le quinquennat Hollande constitua pourtant pour eux l'occasion de se distinguer et d'être utiles, de montrer qu'ils n'étaient pas ce « groupuscule » dénoncé ici et là comme dépourvu de toute éthique de responsabilité, qu'ils pouvaient avoir du courage politique : ils ont tout gâché au profit de stratégies personnelles et de tactiques politiciennes improductives. Ils ont surtout depuis 2012 fait montre d'un manque de cohérence, et pas seulement entre leur opposition au Traité budgétaire européen (cependant qu'ils soutiendront le budget 2013) et leur participation au gouvernement, mais aussi en regard de leurs propres positions adoptées en congrès et du respect dû aux électeurs.

La vérité, c'est que s'il existe une sensibilité écologique, elle n'obéit pas à la lucidité. **Georges Guille-Escuret** (CNRS) en avait fait le constat en 2014, après d'autres, dans son livre *L'écologie kidnappée* (PUF), dans lequel il développait l'idée que l'écologie était « muselée » par « un prosélytisme de l'angoisse », les écologistes politiques, en France, s'étant surtout accaparés les projets de l'écologie en tant que science (après lui avoir chipé son nom) mais en se délestant de son cahier des charges. 11 ans plus tard, cela reste assez vrai : l'écologie politique a la tête haute, mais n'a toujours pas de tête. Elle préfère se complaire dans son "péché d'orgueil et d'isolement", comme à chaque bon résultat aux élections européennes. Et batifoler dans les jeux d'appareil et un certain « clanisme ».

Cela n'empêche pas EELV de diffuser sa doxa reposant essentiellement sur des convictions assez disparates. Son expression publique trahit une idéologie somme toute plutôt néolibérale qu'elle ne cesse de dénoncer par ailleurs. Les tenants de l'écologie politique semblent n'avoir de satisfaction que dans la promotion de la culture du dissensus, au détriment de la production d'idées et du débat. Sans que l'on en sache beaucoup sur la nature du monde qu'ils aimeraient bâtir pour l'avenir. Sauf peut-être s'agissant de la place du sapin de Noël ou du Tour de France...D'où une certaine impression de cacophonie, beaucoup de questions et une certaine malpopularité. Aggravées au plan local et du côté de certains nouveaux maires EELV par une communication politique particulièrement malhabile.

Ce n'est pas leur faire injure que de noter qu'ils présentent encore de nombreuses lacunes qui interrogent, pas seulement les observateurs, mais aussi les Français, notamment sur la définition de l'Etat et de son rôle, mais aussi de la République, de la laïcité, du « vivre ensemble »... Pour l'instant, nonobstant des scores remarquables au plan européen et local, le côté « chapelle » d'EELV, aussi bien dans les discours politiques que dans leur organisation interne ou leur peu d'appétence pour le débat d'idées et l'ouverture à l'extérieur, les

condamne à ne pas sortir de leur pré carré. Notons aussi qu'EELV peine à séduire les catégories populaires, les défavorisées, les plus insatisfaites. Certes, ce n'est pas la seule.

Il faut ajouter, qu'encore traumatisée par les 6% de Benoit Hamon en 2017, devant lequel Yannick Jadot s'était effacé, EELV est peu encline à un rapprochement avec la candidate PS Anne Hidalgo qui ne décolle toujours pas dans les sondages, alors que Jadot pense pouvoir espérer de ces mêmes sondages et autres enquêtes d'opinion.

Avec le recroquevillement d'EELV et l'anéantissement électoral du PS, écologistes et socialistes ont surtout donné le sentiment jusqu'à maintenant de préférer se réfugier dans le « Sauve qui peut » et l'esprit de boutique, dans un « Moi d'abord » à courte vue plutôt que dans le « Nous ». Se laissant tarader par ce qui distingue, ce qui nous sépare de l'autre, quitte à se raconter des histoires, comme seul permis de survie possible. Sauf qu'à gauche, qu'y-a-t-il à part le régalién pour se différencier puisque globalement les options se ressemblent en matière économique et sociale ?

Et encore Jadot s'efforce-t-il de changer l'état d'esprit d'EELV sur la république, y compris sur l'idée même de nation longtemps considérée comme un cadre dépassé, quand il n'était pas dangereux - et encore aujourd'hui. Jadot n'est pas loin de considérer, en tous les cas, c'est ce que l'on peut entendre entre les lignes, que ce cadre est sinon le seul véritablement fédérateur, du moins un cadre opératoire pour mener en commun les transformations raisonnées de la société dont celle d'un modèle de croissance écologique. Encore un effort, et Yannick Jadot finira par admettre avec le PRé que « considérer la Nation comme le lieu naturel de la construction de l'avenir de la société ne s'oppose ni à l'existence d'une Europe des peuples ni à la réalité des collectivités locales ».

Le dialogue en tous les cas entre les candidats à la présidentielle, Anne Hidalgo et Yannick Jadot, a du plomb dans l'aile. Les affects personnels agissent comme des répulsifs et ne réussiront au final - c'est garanti sur facture - que ménager une grosse déception, une énorme claque à leurs formations politiques respectives - une de plus - ainsi qu'à leur électorat qui ne comprendra pas qu'en 2022, ils en soient encore à vouloir compter chacun leurs billes.

Reste un dilemme : Si « l'écologie politique », ou plutôt les idées écologistes ont essaimé en France, si elles ont infusé les esprits, EELV qui a contribué fortement à exposer la gravité du défi climatique et joué utilement le rôle de poil à gratter, est aujourd'hui « victime » de leur succès, les autres formations politiques ayant intégré plus ou moins son « paradigme » au point que dans l'esprit des Français, l'idée avance que rien ne justifie plus vraiment un parti politique dédié. Surtout si c'est pour les « emmerder » sic ! Il y a aussi que l'écologie politique a toujours peiné à exister en France au plan national, son périmètre étant finalement assez contenu au plan géographique et social.

Et une question : EELV réussira-t-elle à ne pas céder à la tentation de s'adonner à son jeu favori à chaque pré-campagne et campagne présidentielle : le jeu de massacre interne ?

Quant à l'initiative d'une « Primaire populaire » mené par un « collectif de citoyens et de militants », dont la plate-forme a été lancée tardivement en juin 2021 dernier, qui vise à faire émerger une candidature unique de gauche à la présidentielle, le moins que l'on puisse dire est qu'elle est loin d'être aussi « populaire » que son nom veut bien l'indiquer et surtout loin d'attirer les candidats putatifs. Mélenchon est catégorique : il n'en veut pas, n'entend pas y participer, la voue aux gémonies. LFI s'attache plutôt à consacrer son énergie à une stratégie nouvelle, quasi actionnariale qui consiste à investir politiquement là où la probabilité de rentabilité électorale est la plus forte, indépendamment souvent de ses convictions et quitte à abandonner des « placements » idéologiques anciens. Le problème, c'est quand cela devient une ligne politique. Le communautarisme semble devenu plus rentable que la lutte pour la République, la laïcité et contre les risques de séparatismes internes à la communauté nationale. Les autres formations ne s'y bousculent pas. Si ce n'est Christiane Taubira dont on peut douter sérieusement de ses chances en 2022, qui semblent plutôt vouée à l'échec.

Pour stopper l'involution de la gauche, pour sortir de son « état de survivance », comme aurait dit Marx, la gauche de gouvernement n'a pas le choix, elle ne peut plus être dans le déni et méconnaître plus avant cette « décomposition-recomposition » qui doit aller à son terme, aussi douloureux cela doit-il être encore : elle va devoir urgemment se relever et travailler à transformer positivement ce *big bang* auquel elle a aussi largement contribué ; elle va devoir faire amende honorable, et reparler au peuple français et à ces catégories populaires qu'elle a fait le choix stratégique à un moment donné de délaissier. Est-elle en capacité d'accoucher d'un projet qui devrait allier la question environnementale, la question sociale et si possible la question de justice (pour tenter de renouer avec ses valeurs distinctives) ?

Croit-elle seulement que la capacité de changer est encore en elle ?

On peut non moins accessoirement noter que cette voie est une opportunité qui s'offre pareillement à *En marche* si elle veut s'inscrire dans la durée et entraîner une majorité de Français. Mais le veut-elle seulement ? Emmanuel Macron en a-t-il le souci ?

Côté droite de gouvernement, on a compris l'importance des sujets écologiques. D'une certaine façon, l'exil au Canada d'une de leurs personnalités de premier plan, l'ancien premier ministre Alain Juppé, candidat malheureux à la primaire de la droite en 2017, qui s'est converti sur place aux enjeux écologiques et énergétiques, puis est revenu en France avec une vraie conviction, a eu un effet d'entraînement au sein de l'UMP. Même si depuis le *Grenelle de l'environnement*, ce qui a été fait peut être jugé comme assez ou très décevant, elle a pu continuer à se ripoliner en vert et afficher aux yeux du public qu'elle n'était pas dépourvue d'une certaine pensée écologique.

Il reste que la droite ne s'est pas remise de sa défaite en 2012 et de sa déconfiture en 2017 face à Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Elle n'a pas saisi le sens de la victoire d'Emmanuel Macron qui a dynamité les partis de gouvernement et s'est contentée de juger la performance de l'ancien ministre de François Hollande indue et temporaire sans jamais mettre à profit ces années d'opposition pour mener un travail idéologique sur ce qu'elle est ou voudrait être, et sur l'alternative qu'elle pourrait proposer en 2022. Orléaniste, bonapartiste, légitimiste ? Autre chose ? On ne sait pas et elle ne le sait plus elle-même. Elle a à la fois un problème d'identité et de positionnement. La droite parlementaire à l'Assemblée se love dans la réaction, la dénonciation, l'érucciation, l'anathème, s'inventant des lignes de démarcation le plus souvent artificielles et en oublie de travailler à un contre-projet. Elle a abandonné des pans entiers de ses thématiques au RN. Elle a perdu ses barons les plus importants, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, ayant fait le choix de vivre en dehors de LR, même si la perspective de 2022 les a ramenés à la maison en acceptant de participer finalement à la primaire organisée par LR. Renaud Muselier, autre président de région (Paca) qui s'était inscrit depuis 2017 dans une position d'opposition modérée a quitté LR en novembre dernier en lui reprochant sa dérive vers l'extrême droite ; il ne reviendra pas, et soutiendra vraisemblablement Emmanuel Macron en 2022. Le fait est que la ligne Wauquiez qui avait voulu tirer le parti vers la droite la plus radicale, quand ce dernier était aux commandes, semble revenir en force au sein de LR, derrière un Eric Ciotti qui ne fait pas mystère de ses envies de rapprochement entre la droite et l'extrême droite.

Ce qui est patent, c'est que la droite a perdu ses penseurs qui ne fréquentent plus l'agora politique préférant se retirer dans le champ universitaire, la production de livres, les think tank ou les plateaux TV. Elle a abandonné la geste gaullienne du rassemblement d'une majorité au-delà des clivages partisans et cherche désespérément un peuple auquel se raccrocher, comme la gauche autrefois ou comme LFI et le RN aujourd'hui. La droite a cru l'avoir trouvé en 2013 avec « la Manif pour tous », qui s'est révélée être une pseudo myriade d'associations, la plupart n'ayant pas d'existence réelle et les autres étant surtout liées à

l'église catholique, pas de quoi en tous les cas construire une nouvelle base sociale pour la droite. Idem avec « Sens commun », une émanation de *La Manif pour tous*, structure plus substantielle, devenue un organe associé de LR au point qu'une partie des cotisations étaient dédiées aux *Républicains*, jusqu'au moment où, fin 2016, son président Christophe Billan déclare au mensuel *L'Incorrect* qu'une union des droites est tout à fait possible avec l'ancienne députée du Vaucluse, la nièce de Marine Le Pen (« *Si Marion Maréchal-Le Pen vient demain avec ses idées, rejoindre une plate-forme, cela ne me posera aucun problème.* »). Même désillusion avec les « gilets jaunes » qui n'a fait qu'é mousser encore plus la capacité à gouverner de la droite traditionnelle, celle-ci par ses positions démagogiques donnant le sentiment de participer à la désagrégation nationale.

On peut noter que sociologiquement l'électorat de LR présente de moins en moins de similitude et/ou de compatibilité avec celui du RN. Rien à voir en tous les cas avec ce que nous avons connu par le passé. Les porosités sinon d'idées, du moins en termes de vote, s'expriment plus avec celui de LaREM, tandis qu'elles sont en train de s'ancrer entre la FI et le RN.

De sorte que politiquement, on ne voit pas aujourd'hui quel autre choix s'ouvre à LR que celui de se rallier à Emmanuel Macron ou de mourir de sa « belle » mort. La perspective de le battre restant largement une chimère. L'autre difficulté pour la droite est de pallier à l'absence de jeunes dans son électorat et l'on voit mal comment et avec quelles idées, quel projet, elle pourrait les séduire en trois mois.

Côté RN, le parti de Marine Le Pen apparaît comme la figure de proue d'une extrême-droite européenne qui ne cesse de monter en puissance depuis la crise de 2008, marquée par la prolifération de slogans politiques identitaires et une rhétorique national-populiste affirmée. Le RN comme avant lui le FN dans ses dernières années, participe largement du confusionnisme ambiant en cannibalisant des figures historiques de la gauche, comme celle de Jean Jaurès. On se souvient de cette citation utilisée pour la campagne d'affiches lors des élections européennes de 2009 : « *À celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien.* » Le FN n'hésitant pas à utiliser sans vergogne l'image de Jaurès (comme celle de Jeanne d'Arc), hors de tout contexte.

Ne nous y trompons pas, ce qui se passe actuellement présente plusieurs similitudes avec la situation de l'Europe de l'Ouest à la fin du XIX^e siècle, dans les années 1880-1890, elles aussi marquées par la montée de ce populisme nationaliste qui diffusera ensuite dans le fascisme à travers les explosions racistes et antisémites. Champion du confusionnisme, quoique challengé par LFI et une partie (petite mais aux commandes) du PS, RN avance à force de « dédramatisation » réussie, de volonté de jouer la carte de l'institutionnalisation dans la vie politique, et celle de l'opinion publique dans les médias. Le Pen déploie un pouvoir de séduction de plus en plus massif dans l'opinion, et s'illustre par une pénétration culturelle sans appel des milieux populaires, et des scores en nombre de voix qui ne cessent de grimper depuis 2002. Pour aller plus loin, le RN va devoir se défaire complètement de son nostalgisme. Une « figure socratique » du PS (Charles Josselin parlant de Didier Motchane), récemment décédée, estimait que « *l'illusion lyrique n'est séparée de l'illusion comique que par un terrain vague : la confusion politique, la gesticulation idéologique s'y donnant libre court* » (*Clefs pour le socialisme*, 1973).

Une étude de **Jérôme Fourquet** (directeur du pôle opinion et stratégies d'entreprise à l'Ifop, Institut français d'opinion publique) pour la Fondation Jean Jaurès, est venue à point nommé en cette année 2021 pour apporter un éclairage documenté sur la question de savoir où se situe majoritairement, à quelques mois de l'élection présidentielle, le vote ouvrier. Intitulée « [1988-2021: trente ans de métamorphose de l'électorat frontiste](#) », cette analyse (du 28 avril 2021) rappelle, d'abord, l'ancrage du vote d'extrême droite dans la société française puisque, depuis trois décennies, « *un membre de la famille Le Pen obtient un score à deux*

chiffres lors d'une élection présidentielle». Et les intentions de vote mesurées pour celle de 2022 ne démentent pas ce constat. «*Tout se passe, écrit Fourquet, comme si le parti lepéniste avait progressivement capitalisé sur le ressentiment et le sentiment de relégation culturelle et sociale des publics les moins diplômés au fur et à mesure que le niveau éducatif moyen était rehaussé.*»

La fille de Jean-Marie le Pen avance dorénavant à bas bruit, déroule tranquillement sa stratégie, sans qu'elle soit contrariée par quelque formation politique que ce soit ou contredite par de grands médias, laissant Éric Zemmour à ses obsessions et ses outrances, comme à son récit national revu et corrigé. Elle s'emploie surtout à solidifier l'implantation de son parti dans les régions ouvrières post-industrielles, anciennement des bastions de la gauche, également dans les zones rurales désertifiées et s'implante nationalement comme jamais auparavant. Et fait tout pour se distinguer d'un populisme pareillement revendiqué par Mélenchon, passablement égotique chez ce dernier.

Elle est tout simplement en train de faire montre d'une détermination dont on ne la croyait plus capable depuis le revers du RN en 2017 et son humiliation lors de ce mémorable débat télévisé. Elle gagne la confiance de plus en plus de Français. Elle est juste en train de se faire un nom et d'écrire une nouvelle page pour sa formation qu'elle ne veut « ni de droite ni de gauche ». Son parti domine la droite dans tous les compartiments du jeu politique. Un nouveau leader est en train de naître. Le RN s'empare de la thématique écologique en l'arrimant au localisme et à l'anti-universalisme, en tentant, mine de rien, de faire converger deux des principaux soucis qu'il prête aux Français : la question de l'environnement et la question de l'immigration, autrement dit, dans son nouveau lexique éco-différentialiste : la défense de leur « biotope » face aux « espèces invasives ». C'est-à-dire en finir avec la surpopulation (qui détruit la biosphère) pour sauver l'environnement.

L'apparent reflux du RN, le 20 juin 2021, ne doit pas masquer l'attractivité électorale du RN sur le long cours. L'abstention semble surtout traduire un effondrement certain de l'attractivité des blocs en présence toujours frappés de décomposition. Cependant que le RN est en passe de gagner la bataille culturelle. Une première historique. Ne nous y trompons pas : voici une formation qui après avoir capté jusqu'alors l'essentiel du vote protestataire (avec LFI) est en passe d'aller au-delà et de susciter l'adhésion, sur le mode « elle n'a pas tort », du « On les a tous essayé, pourquoi pas elle ? » ou encore « cette fois, basta les copies, on choisit l'original ». 2022, contrairement à ce que les gauches aveugles ou qui ne veulent pas voir, impuissantes ou calculatrices court-termistes, LFI et PS en tête, ne cessent de ressasser pour ne taper que sur Emmanuel Macron, s'auto-convaincant que le vent l'emportera, pourrait bien voir le fameux « plafond de verre » éclater.

Une issue qui viendrait contredire la promesse du jeune candidat élu Macron de faire son affaire de l'extrême droite en France, de la réduire : « *Je ferai tout durant les cinq années qui viennent pour qu'ils n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes* », avait promis le chef de l'État tout juste élu, à l'attention des électeurs de Marine Le Pen, lors de son fameux discours au Louvre (le 7 mai 2017).